

CHEZ RENAULT

LES SYNDIQUÉS C. G. T. CONTRE LA SIGNATURE DE L'ACCORD

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. se préoccupe beaucoup de la situation de son syndicat RENAULT. Les lecteurs de « L'Humanité » savent que Benoît Frachon s'est rendu deux fois à Billancourt dans la semaine du 22 au 28 octobre, pour présider deux réunions de militants de l'entreprise.

Mais ce que ne savent pas ces lecteurs, ce que N'A PAS DIT la presse dite « démocratique » ou autre, c'est COMMENT SE SONT PASSEES CES REUNIONS. La vérité ne faisant pas peur au mouvement ouvrier, c'est ce que nous allons faire.

Le seul élément que les militants ouvriers peuvent tirer de la lecture des articles ou discours de Benoît Frachon, reproduits par « L'Humanité », c'est que la C.G.T. DOIT SIGNER L'ACCORD RENAULT.

Ce n'est pas CE QUE DISENT LES MILITANTS C.G.T. de L'USINE.

De quoi s'agit-il ?

Depuis la signature de l'accord le 15 septembre par F.O.-S.I.R.-C.G.C., puis un peu plus tard par la C.F.T.C., le syndicat C.G.T. a motivé son REFUS par :

1° L'insuffisance de l'augmentation des salaires (4 %), cette revendication restant de LOIN LA PLUS ESSENTIELLE.

2° Le caractère de collaboration de classes de cet accord (préambule sur la liaison salaires-productivité).

Dès cette époque, le syndicat C.G.T. affirmait que le résultat des discussions dépend du « développement de l'action unie ».

RESTER sur la dénonciation formelle de différents articles au nom des principes ne pouvait mener bien loin.

PARLER DE L'ACTION sans la DÉFINIR CONCRETEMENT, c'était en FAIT lui tourner le dos. A AUCUN MOMENT, les délégués de l'entreprise en général n'ont « mordu » à la technique des grèves tournantes en soi. Tous les militants de l'usine ont tiré de l'expérience des deux derniers mois que la tactique suivie chez RENAULT n'a pas été bonne. Sans avoir d'idées bien précises, ils pensent qu'il faut chercher « autre chose ». Les différents conseils syndicaux de septembre sont révélateurs à cet égard.

Un divorce constant a eu lieu entre l'action recommandée par LINET et ce à quoi aspirent les ouvriers et les militants qui s'en font le reflet.

Quoi qu'il en soit, l'attitude du syndicat C.G.T. en :

DENONÇANT L'INSUFFISANCE DE L'ACCORD.

EN MAINTENANT UNE POSITION DE REFUS DE SIGNATURE, POSAIT EN PERMANENCE le PROBLEME de la définition de la FORME DE LUTTE LA PLUS ADEQUATE POUR RENDRE L'ACCORD VALABLE.

Il fallait METTRE FIN A CETTE EQUIVOQUE sur l'orientation de la C.G.T., voilà quelle ETAIT LA TACHE du BUREAU CONFEDERAL.

Benoît FRACHON, que l'on ne vit NI A NANTES, NI CHEZ RENAULT, lors des assemblées de septembre qui étudiaient les modalités de l'action à employer, MULTIPLIE AUJOURD'HUI ses VOYAGES à Billancourt.

Le 17 octobre, Benoît Frachon a une discussion avec le secrétariat du syndicat qu'il se charge de convaincre.

Sans aucune information aux militants, le TON DES TRACTS CHANGE. L'accent est désormais porté sur la présence de la C.G.T. dans la discussion des « avenants » (question de « retraites », revendications de catégories, ateliers, etc.).

UNE SOURDINE EST MISE aux grandes déclarations de principe.

« A aucun moment le syndicat a dit qu'il ne signerait JAMAIS un tel accord » disent les secrétaires. LA « TACTIQUE » EVOLUE.

Le malaise s'étend parmi les militants de l'usine.

Le bureau du syndicat qui se tient le 21 octobre commence à refléter leur hostilité.

Sur la vingtaine de membres composant le bureau, 6 parmi les présents se prononcent CONTRE la signature.

Les tracts diffusant la « nouvelle orientation » accentuent l'équivoque sur l'attitude de la C.G.T.

Le conseil syndical, qui se compose du comité exécutif et d'un délégué par tranche de 25 syndiqués, réunit près de 200 militants le mercredi 26 octobre. Il se tient sous la présidence de Benoît Frachon.

L'intervention de LINET « constate » un ralentissement de l'action, insiste sur la possibilité de déposer autant d'« avenants » que nous le désirons, ce qui aidera à la mobilisation des diverses catégories. Il propose de signer l'accord « sous réserve de tous nos droits » accompagné d'une déclaration précisant nettement notre position.

Les délégués qui interviennent ensuite affirment leur hostilité à l'accord (usine O - Dép. 74 - A.O.C. 55, etc.), sauf celui du 12.

Chacun met en avant l'affaiblissement de la confiance en la

CGT qui peut en résulter parmi les ouvriers. Mais plusieurs font la critique des mouvements à la régie dans la première quinzaine de septembre, lors des discussions sur l'accord. Un militant des Forges, parlant de la démobilisation des ouvriers après la signature de l'accord ajoute : « Si quelque chose ne va pas, il faut trouver la solution, NON EN CHANGEANT DE POSITION A L'EGARD DE L'ACCORD, mais en REVISANT NOTRE TACTIQUE... » ou encore « ...Même si Benoît FRACHON et LINET me convainquaient de la justesse de leur position, je n'arriverais pas à en faire autant avec les ouvriers ».

C'est le tour de Benoît Frachon...

En substance, il répète ce qu'il a déjà écrit dans « L'Humanité » du 25 octobre et reproche aux camarades de poser « trop étroitement le problème ».

Sa conclusion est qu'il n'est pas possible de régler le problème en général des 36.000 ouvriers, mais par atelier, par chaîne. Il faut reprendre cette question des salaires, mais pas « en général ».

Les « avenants » par ateliers et catégories, élaborés par les ouvriers eux-mêmes informés par nous PEUVENT ETRE UN MOYEN DE MOBILISATION DE TOUS LES OUVRIERS.

Après ces trois quarts d'heure de « courte intervention », le défilé des délégués continue CONTRE L'ACCORD.

« ...Il ne faut pas que la C.G.T. signe. Notre présence aux discussions doit être IMPOSEE PAR L'ACTION et NON en signant l'accord. »

« ...Dans la conscience des ouvriers, le « bénéfice » de l'accord n'est pas attribué aux signataires... C'est à nous de démontrer qu'on peut OBTENIR PLUS.

A part une déléguée du 54 et un membre du bureau qui dit : « Attention aux trotskystes en recommandant le OUI à l'accord, les interventions continuent CONTRE. Benoît Frachon ayant cité l'usine Renault de Courbevoie où la C.G.T. a signé, un membre du conseil syndical lui fait remarquer dans quelle confusion la consultation a été organisée parmi les travailleurs de cette usine.

A la fin de la réunion, le PROJET de RESOLUTION N'EST PAS MIS AUX VOIX. La réponse est connue d'avance. Ce serait NON.

LINET appelle à venir nombreux à l'assemblée des syndiqués du vendredi 28 octobre. Il prend d'avance la précaution de dire que le discours que Benoît Frachon y prononcera sera édité en tract et diffusé dans l'usine dès le lundi 31.

LE VENDREDI, l'ordre du jour de l'assemblée des syndiqués prévoit un compte rendu du conseil syndical.

Il n'en sera fait aucune mention à la réunion.

Le discours de Benoît Frachon dure une heure (c'est ce qui a été reproduit dans « L'Humanité » des 29 et 31 octobre). Il prend bien soin de préciser qu'il parle au nom du Bureau Confédéral unanime.

Aussitôt après, LINET explique que le texte du discours sera diffusé dans l'usine et lève la séance. Moment de stupeur...

Des cris retentissent : « Oh ! Non, alors !... On ne signera pas... ».

Les visages des membres du bureau qui président la réunion s'allongent. Puis ils sourient mielleusement. Linet reprend la parole :

« Mais, camarades, la discussion continue, mais dans l'usine. Vous ne représentez ici qu'une partie des militants. Il faut demander leur avis à tous les syndiqués, à tous les ouvriers de l'usine. C'est dans les sections syndicales qu'il faut maintenant porter le problème... ».

Longtemps après la fin de la réunion, les discussions continueront...

Au milieu de groupes d'ouvriers, les différents secrétaires sont obligés de justifier leur position.

La situation en est là.

Les militants qui disent : « On passera pour de vrais c... si on signe » ont tort. Ce n'est pas sur les militants que le discrédit sera jeté. C'est sur la politique que le P.C.F. et C.G.T. leur offrent.

Les militants communistes développent leur sens critique. Ils commencent à apprécier leurs dirigeants, leur fausse démocratie. « L'Humanité » continue à faire le silence, la section du P.C.F. de l'usine ne s'exprime pas et pourtant c'est bien la politique de leur parti que Frachon impose.

Désabusés, de nombreux militants disent : « Ils finiront par nous avoir à l'usure, ils le signeront « leur » accord... ».

Dans leur opposition à leurs dirigeants, ils conservent un calme remarquable. Avec beaucoup de « gentillesse », ils s'efforcent de trouver une argumentation politique.

C'est un phénomène extrêmement important, et riche de possibilité révolutionnaire. Dans cette voie, il est inévitable qu'ils rencontreront le marxisme révolutionnaire, le trotskysme.

CORRESPONDANT